



<p align="center"><b>MONT DE MARSAN AGGLOMERATION</b></p>	<p align="center"><b>ARRETE DU PRESIDENT N°2023/1684</b></p>
<p align="center"><b>SERVICE EMETTEUR</b></p> <p align="center">Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique</p>	<p align="center"><b>OBJET :</b></p> <p align="center">Arrêté portant autorisation de stationnement sur la voie publique à la Société AJS TAXI – changement de véhicule.</p> <hr/> <p align="center">Nomenclature Acte : 6.1.8 – Autres police</p>

**Le Président de Mont de Marsan Agglomération,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 5211-9-2,

**Vu** le Code des Transports, notamment l'article L. 3121-1 et suivants,

**Vu** la loi n°2014-1104 du 1<sup>er</sup> octobre 2014 relative aux taxis et aux voitures de transport avec chauffeur,

**Vu** le décret n°2014-1725 du 30 décembre 2014 relatif au transport public particulier de personnes,

**Vu** l'arrêté n° 2020/0278 du Président de Mont de Marsan Agglomération en date du 8 janvier 2021 portant attribution et autorisation de stationnement sur la voie publique à la Société AJS TAXI,

**Vu** le nouveau certificat d'immatriculation produit par la Société AJS TAXI pour l'exploitation de l'autorisation de stationnement n°3 sur la commune de Mont de Marsan,

**Considérant** la nécessité d'autoriser le stationnement du nouveau véhicule sur la voie publique,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté sus visé est modifié comme suit :

L'exploitation de l'autorisation de stationnement n°3 sur la Commune de Mont de Marsan est attribuée à la Société AJS TAXI.

Cette exploitation s'effectuera à l'aide du véhicule de marque MERCEDES BENZ, immatriculé : GH-455-TJ.

**Article 2** : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et transmis à Madame La Préfète des Landes.

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le 21/12/2023

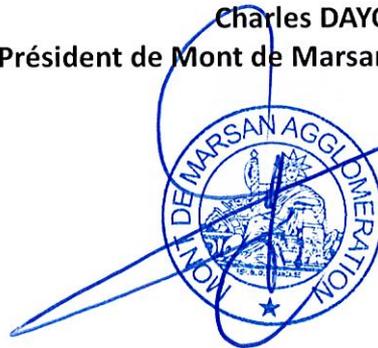
ID : 040-244000808-20231213-A2023\_1684-AU



**Fait à Mont de Marsan, le 13 décembre 2023.**

**Charles DAYOT**

**Président de Mont de Marsan Agglomération**



Le présent arrêté peut, si il est contesté dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet des recours suivants :

- recours administratif gracieux auprès de Monsieur le Président de Mont de Marsan Agglomération,
- recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau (par courrier ou par la plateforme [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).